

Faut assumer vos choix politiques maintenant...

Comme nous, dans votre fiche de paye de juillet dernier, vous avez reçu une "Lettre d'information aux salariés", signée par notre couple présidentiel à nous : Jean-Marie Schléret, à la tête du conseil de surveillance et Valérie Lévy-Jurin, à la tête du comité exécutif¹.

Déjà, sur la forme, c'est à revoir. Mis à part le fait que le directeur général ait rapidement prévenu, fin juin, le Comité d'entreprise de l'arrivée prochaine de cette lettre (mais aucun compte-rendu officiel n'a encore rendu public cette information), les salariéEs de l'ARS n'ont appris ce rapprochement entre l'association messine Carrefour et l'ARS que par un article fraternel dans la presse locale¹.

De plus, un certain nombre d'entre nous a fait remarquer que cette lettre n'était pas très simple à comprendre, voire parfois repoussante pour le salarié lambda : « paramétrage des collectivités territoriales », « révision générale des politiques publiques », « gouvernance », etc. D'autre part, le langage de nos généraux est inquiétant. Ils parlent comme si ils étaient à la tête d'une entreprise internationale, jouant, tous les jours, leur survie sur les marchés boursiers : « gouvernance », « tout cela impacte le fonctionnement », « meilleur coût », « configuration opérationnelle », « collaborateurs », etc.

Avant de parler des conséquences que cela va probablement entraîner sur l'existence de l'ARS et sur notre quotidien de salariéEs (à évidemment plus ou moins long terme), nous vous proposons plusieurs éclairages.

Des riches de plus en plus riches

Les deux présidentEs de l'ARS évoquent donc de multiples raisons à ce rapprochement de famille : un « processus de profonde mutation », ainsi que des « changements législatifs et réglementaires ». Ils oublient de dire que c'est leur groupe politique (RPR de Chirac puis UMP de Sarkozy) qui tient les rênes du pays depuis 2002. Ce sont donc les conséquences de LEURS poulains, de LEURS gouvernements, de LEURS choix politiques et de LEURS lois droitières que nous subissons depuis plusieurs années. Il faut qu'il l'assument quand Jean-Marie Schléret et Valérie Lévy-Jurin sortent, chaque année, leur carnet de chèques pour renouveler leur adhésion à l'UMP sarkozyste !

Ensuite, la tête bicéphale de l'ARS explique

également ce virage non-négligeable dans l'histoire de l'ARS,

du fait du « contexte général de crise financière ». Laquelle ? Car, comme l'a indiqué le mensuel *Challenge* début juillet 2010, l'ensemble de la fortune des 500 plus gros patrimoines professionnels français a augmenté en un an de 25%, passant de 194 à 241 milliards d'euros. Et à la tête de ce classement, on retrouve les amis de l'UMP Nicolas Sarkozy, celui-là même qui a mis en place la Révision générale des politiques publiques (RGPP) que nous subissons et la destruction des services publics : Bernard Arnault² (le patron d'un groupe de luxe, avec près de 23 milliards d'euros), intime de Nicolas Sarkozy (témoin de son second mariage) puis, à la 3^{ème} place, Liliane Bettencourt (actionnaire principale d'un groupe de cosmétique, avec 17 milliards d'euros), financeuse de l'UMP et très proche du fossoyeur de nos retraites Eric Woerth. Et derrière, à quelques places, on y retrouve d'autres bons amis de Sarkozy : l'UMP Serge Dassault, François Pinault, Martin Bouygues (témoin de son second mariage et parrain de son dernier fils), Vincent Bolloré (jet privé et yacht pour Sarkozy et ses deux dernières épouses). La crise n'a vraiment pas touché tout le monde... Tout au contraire !

DANS LA CHAUSSURE

n°17 – été 2010



Brader les services publics

Enfin, ils citent également la RGPP : la Révision générale des politiques publiques. Là aussi, qu'ils assument. Ce dégraissage de l'État a été annoncé par Sarkozy dès son arrivée à l'Élysée. Les objectifs officiels sont, comme le répètent les deux signataires, à notre niveau associatif : « la recherche du meilleur service rendu aux personnes au meilleur coût est devenue la règle des pouvoirs publics ». Mais l'objectif des barons de la Sarkozie est de réduire le rôle de l'État et d'y mettre de la concurrence, en offrant les services publics aux hyènes du privé lucratif. Orientation totalement capitaliste qui va à l'encontre de notre travail : l'État doit protéger les plus pauvres et les plus précaires de ce monde de requins. A SUD, nous assumons nos idées et nos revendications. Que nos dirigeants associatifs assument alors leurs idéologie et adhésion capitalistes !

Raoul Léduc

¹ Disponibles sur notre site Internet <http://sud.ars.free.fr>

² Il est également la 1^{ère} fortune européenne et la 7^{ème} au niveau mondial.

Big father ?

Étrange cette impression d'apercevoir son chef de service roder, en pleine nuit, devant son Centre d'hébergement (CHRS) ou encore parfois en poste bien plus tôt que prévu, presque gêné d'être déjà là...

Étrange ce passage du directeur, arrivant dans la



cour du
C H R S
A R S
P i e r r e
V i v i e r
à
fond de
4^{ème} vitesse
(comme
la police
en toute
urgence,
a v e c
gyrophare
et deux
tons), en

plein milieu de la nuit, constatant, puisse-t-il être une coïncidence, l'absence, certes fautive, d'un surveillant de nuit... Selon nos informations, il dit être venu chercher un dossier. A une heure et demi du matin... Quelle coïncidence et quelle conscience professionnelle ! Comment a-t-il donc fait pour savoir, quasiment à la minute même, qu'un collègue avait abandonné son poste quelques minutes et pour une raison exceptionnelle ? Toutes les hypothèses, même les plus techniques et les plus futuristes, ont été envisagées par les collègues. Personne ne croit à son histoire. Suspicion...

Enfin, étrange cette maxime du directeur qui, à la veille de ses vacances, répond à un salarié qu'« [il] peut être là, à tout moment »...

Ce directeur maintient volontairement son établissement dans une étrange ambiance : doute, excès d'autorité, paranoïa et méfiance. Étranges méthodes de gestion du personnel. Et forcément, la confiance fond comme neige au soleil !

Jaja Lucine

Plus de considération !

Au Centre d'hébergement ARS Pierre Vivier, nous accueillons la population la plus précaire et la plus désocialisée de Nancy et de ses environs. Les récits de vie sont donc des plus dramatiques, les personnes présentent alors de multiples problèmes, très souvent intriqués (absence de ressources, endettement, pluri-dépendances, absence de qualifications, de réseau familial ou amical, problèmes judiciaires, pathologies psychiatriques, troubles du comportement, autonomie réduite ...). Ajoutons à cela que nous les accueillons sans condition, 365 jours par an et 24h/24, sans commission d'admission comme cela existe dans tous les Centres d'hébergement (CHRS) de l'agglomération nancéienne. En outre, c'est dans ce service que les agressions recensées par le Comité d'hygiène (CHSCT) sont les plus fréquentes.

L'équipe la moins formée

Comment accomplir dignement notre mission, si nous n'avons pas, pour une prise en charge adaptée des résidents, une équipe de professionnelLES forméE, qualifiéE, engagéE dans une réflexion et adaptéE aux problématiques des publics accueillis et qui dispose de temps pour prendre du recul ?

En effet, comparativement aux autres CHRS de la ville (Grand Sauvoy, Regain 54 – Gîte familial,

ASLORAL et ALASA – et même ARS Camille Mathis), l'établissement ARS Pierre Vivier présente l'équipe de travailleurs sociaux **la moins formée, la moins diplômée, la moins payée et la plus précaire** (CDD récurrents et Contrats avenir). Mimétisme ahurissant de leurs hébergéEs ?

Sur quelles connaissances ces collègues peuvent-ils s'appuyer pour réguler un conflit, une bagarre, une agression verbale et/ou physique, pour gérer une poussée délirante d'unE résidentE, comment répondre aux situations de crises, de souffrances ? Comment vivent-ils la situation d'unE résidentE retrouvéE en overdose la nuit ou suicidéE au petit matin ?

Des outils de travail insuffisants

Outre leurs qualités individuelles indéniables et leur expérience de terrain, ils ne sont en rien soutenuEs et forméEs par l'employeur pour prendre en charge ces situations complexes ! Ils sont même, de fait, en danger car exposéEs à des réactions imprévisibles, voire des situations explosives.

Un CHRS n'est pas uniquement une réponse à une absence de logement et de restauration, il a également une mission de réinsertion, les outils au service de ce processus sont alors plus qu'insuffisants. Exigeons des formations continues, qualifiantes et gratifiantes pour tous.

Jah Jah Rastafari

Plannings (suite)

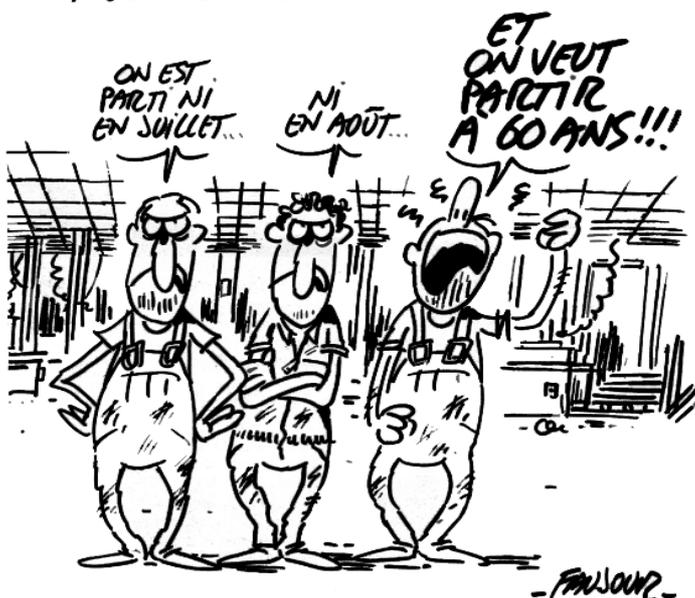
Au préalable, SUD-ARS réaffirme haut et fort que la proposition de planning pour le Centre d'hébergement (CHRS) ARS Pierre Vivier est une attaque en règle de l'usage de notre accord sur les 35 heures, signé en 1999. En effet, il balaie et mets à la trappe le principe qui améliorerait nos conditions de travail : des journées de 8 heures garantissant une demi-JNT par semaine ou une JNT par quinzaine et des plannings fixés pour trois mois, avec de vrais journées de repos, jamais mobilisables.

Ce nouveau planning¹ entrera en service au 30 août. Il est une mauvaise copie du projet présenté en mars 2010 qui déclencha trois jours de grève et un vif soutien des collègues des autres services¹. La direction vante des semaines de quatre jours mais parle « *d'heures hors planning prévisionnel qui sont à utiliser pour des temps d'animation, de suivi de stagiaire, d'événements particuliers...* ». Ces projets « *devront être présentés en réunion organisationnelle et validés par le chef de service* ». Sur quels critères se portera donc la validation ? Au plus souriant ou au plus méritant ?

Sur trois mois, Monsieur le directeur !

Plus sérieusement, ces heures dues au patron représentent aléatoirement un volume horaire qui va de 17h à 48h15 pour quatre mois ! Nous nous permettons, au passage, de rappeler à l'employeur que l'annualisation de temps de travail est strictement cadrée dans notre accord sur les 35 heures et que le décompte et le lissage des heures

LA RENTRÉE SERA CHAUDE



effectives doit être fait sur trois mois. Et non quatre, Monsieur le directeur...

Ne soyons pas dupes et soyons sûrs que cet aménagement du temps de travail ne garantisse en aucun cas la possibilité pour nos collègues de faire de l'animation ou tout autre chose, sur du temps de travail effectif ! Ce dernier est bien trop précieux pour notre directeur général, il vaut de l'argent ! Rappelons-nous qu'il y a deux ans, le poste



d'animation (à hauteur d'un Équivalent temps plein – ETP) avait été purement et simplement supprimé. Les arguments de l'époque, et toujours actuels, parlaient de baisse des budgets CHRS. Dans ce contexte de rentabilisation du travail social, d'économies de service, les heures non-effectuées serviront donc bien à remplacer, au pied levé, dans le cadre du délai de prévenance de sept jours, un collègue absent.

Alors, plus belle la vie des collègues qui ne pourront envisager de vivre qu'à court terme et qui devront aller bosser sur un repos ?

Jaja 17 Lenfume

¹ Plus d'informations sur ce satané planning et sur le mouvement de grève d'avril dernier sur notre site Internet : <http://sud.ars.free.fr>

Dernière minute !

Début août, nous avons interpellé, par courrier, le directeur général et les deux présidentEs, au sujet de la casse des 35 heures à ARS Pierre Vivier. Nous leur avons formellement demandé de jouer les arbitres et de stopper le directeur de cet établissement dans sa destruction de nos acquis. C'est pour nous un casus belli !

Nous les avons également interpellés, dans un second courrier, sur la discrimination syndicale dont est victime l'une de nos militantes. Il faut que cela cesse.

Les deux lettres et plus d'informations sur ces sujets, sur notre site Internet <http://sud.ars.free.fr>

Mal être au travail et élections au CHSCT

Suite au battage médiatique durant ces derniers mois au sujet du mal-être au travail, avec son paroxysme qu'est le suicide (France Télécom, Renault...), le Sénat a décidé d'une mission d'information sur le mal être au travail. Vous pourrez découvrir en détail le très intéressant quatre pages du rapport de cette commission sénatoriale sur notre fameux site (<http://sud.ars.free.fr>). Ce document a vraiment l'avantage d'être clair, précis et concis.

SUD-ARS le revendique et le Sénat le préconise

Dans ses préconisations, ce rapport soumet au gouvernement, entre autres, trois propositions concernant le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) : mieux former ses membres, augmenter les heures de délégation (cinq par mois actuellement), **et surtout élire ses membres par l'ensemble des salariéEs** pour crédibiliser cette instance et provoquer prise de conscience et débat parmi les salariéEs sur

la question du mal être au travail.

Actuellement, les membres du CHSCT sont "éluEs" par les grands électeurs, c'est-à-dire par les déléguéEs du personnel et les membres du Comité d'entreprise. Le principe du suffrage universel est revendiqué depuis plusieurs mois par SUD-ARS, mais nous nous heurtons au refus de l'employeur et à l'absence de soutien de la CGT. Tous deux arguant que cela ne se fait pas ailleurs et que ce n'est pas précisé dans les textes...

SUD-ARS/Sénat, même combat !

Nos arguments, pourtant identiques à ceux du Sénat, n'ont pas convaincu l'employeur et la CGT d'oser l'originalité, la recherche de plus de démocratie et plus de participation de tous. Quel dommage...

Fort de cet inattendu allié, nous remettrons le couvert à l'occasion des prochaines NAO (négociations annuelles obligatoires), en espérant que les membres du conseil de surveillance et du comité exécutif de l'ARS sauront être solidaires des préconisations de leurs camarades sénateurs UMP.

Coup de gueule !

Un bidonville d'une centaine de personnes constitué essentiellement de familles. Des enfants qui courent nus, recouverts de cendres, jouant sur une montagne d'immondices d'où s'échappe encore une fumée des restes de câbles en plastique que l'on a fait brûler pour récupérer le métal, au milieu des détritiques qui se sont amoncelés depuis deux ans. Pas de point d'eau, pas d'électricité, pas de sanitaires, des caravanes rallongées par des planches et des toiles cirées pour s'abriter.

Et au milieu de toute cette insalubrité un nourrisson essaye de survivre. Il est né prématurément à six mois, a déjà été opéré du cœur et souffre aussi d'une hernie. Il vit là

sans la moindre hygiène, essayant de puiser le peu d'oxygène dont il a besoin à travers la fumée des plastiques qui se consomment.

Les rats et le prématuré

Il fait chaud mais impossible de dormir la nuit, les habitants de ce camp sont obligés de s'enfermer dans leurs abris sans pouvoir laisser passer le moindre filet d'air, sinon les rats en profiteraient pour rentrer et aller mordre les bébés et les enfants.

Un bidonville à Port-au-Prince en Haïti ? Non, un bidonville à la sortie de Laneuveville-devant-Nancy, à six kilomètres de la si renommée place Stanislas !

Alors pourquoi dans notre société qui se prétend civilisée,

laisse-t-on vivre des êtres humains dans de telles conditions ? Simplement parce que ces personnes sont d'origine roumaine.

Et en réponse à leurs demandes, on leur envoie un avis d'expulsion pour "zone inondable" et ainsi on espère reporter le problème un peu plus loin...

Une racli

NDLR : L'ARS a accepté une mission de quatre mois, pour faire un diagnostic social de ce camp (situation globale et situations individuelles). Étonnant ce choix des autorités locales d'opter ici pour le dialogue social, quand le duo de flics Sarkozy et Hortefeux impose un insupportable climat sécuritaire et raciste, appuyé par des démolitions de campement médiatisées.



Rendez-vous à ne pas louper !

Les offensives du gouvernement Sarkozy contre nos retraites doivent cesser. Nous devons, coûte que coûte, sauver cet acquis historique : la rue est à nous et la grève doit enfin être reconductible. Contrairement à la bataille syndicale de 2003 (contre la réforme Fillon), nous ne devons rien lâcher : maintien du départ à 60 ans et retour aux 37,5 annuités pour toutes et tous.

Cette fois-ci, le capitalisme et le patronat ne doivent pas gagner la partie !

**Rendez-vous donc, pour une forte grève,
le mardi 7 septembre après-midi, à Nancy.**